

La séquence d'ajustement des entreprises à la crise : emplois temporaires, puis investissement, puis emplois permanents

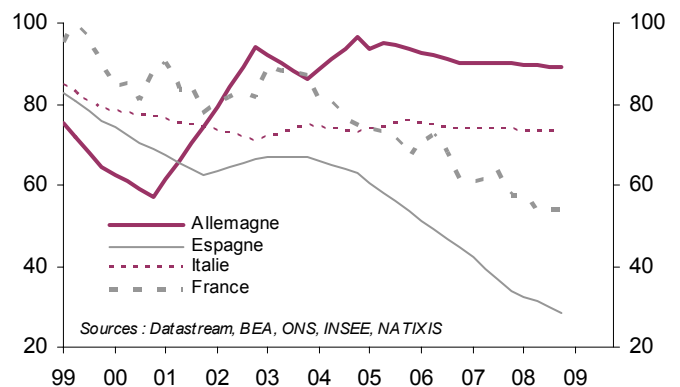
Nous utilisons en particulier des données françaises pour montrer un point plus général : dans les pays où les entreprises sont confrontées au besoin de redresser leur profitabilité et leur autofinancement (France, Espagne, Japon...), elles utilisent successivement différentes méthodes d'ajustement, en fonction des coûts impliqués par ces méthodes :

- d'abord réduction des emplois temporaires (contrats à durée déterminée, intérim), ce qui est très peu coûteux (non renouvellement des contrats) et chômage partiel ;
- puis réduction des investissements, le coût étant limité à celui de l'insuffisance de capacité ou de modernisation dans le futur ;
- puis enfin, réduction des emplois permanents, ce qui est beaucoup plus coûteux, surtout dans les pays à protection forte de l'emploi.

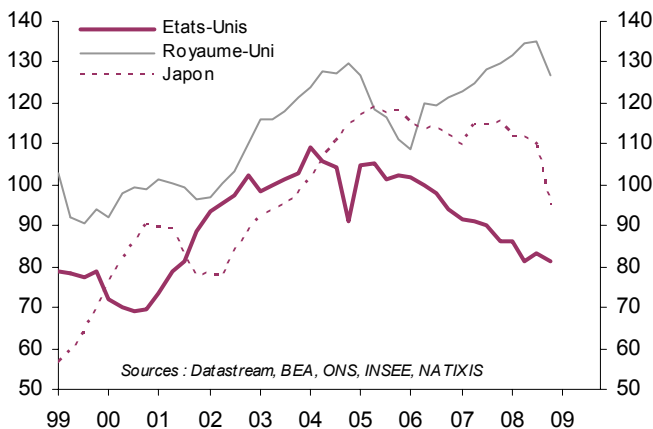
1. Besoin de redressement de la profitabilité des entreprises

Dans certains pays, la crise conduit aujourd'hui à un **taux d'autofinancement très faible**, parce qu'il était déjà faible au début de la crise (par exemple, **France ou Espagne, graphiques 1a/1b**) ou parce que la crise a conduit à un effondrement de la profitabilité (par exemple **Japon, graphiques 2a/2b**).

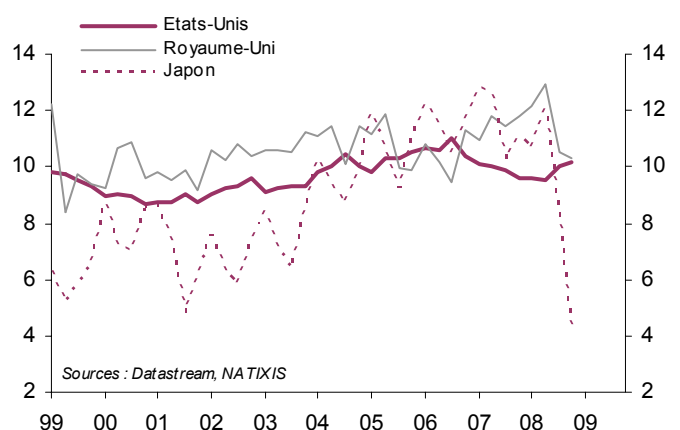
Graphique 1b
Taux d'autofinancement (en %)



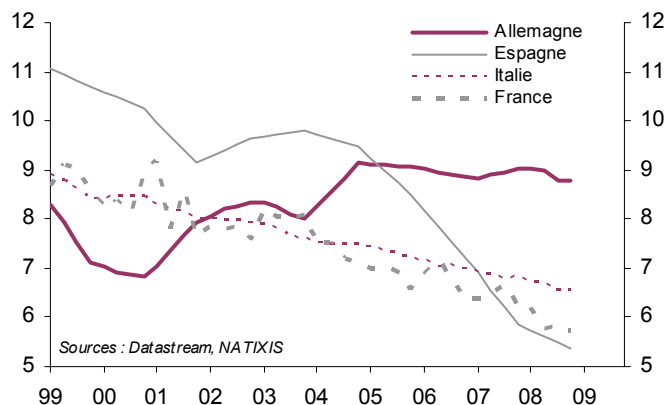
Graphique 1a
Taux d'autofinancement (en %)



Graphique 2a
Taux de Profit brut (en % du PIB)

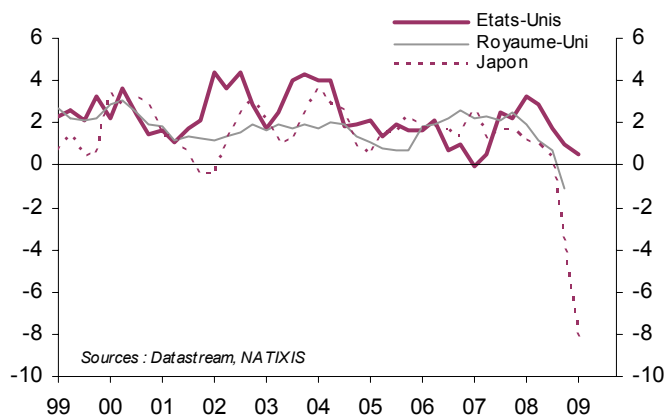


Graphique 2b
Taux de Profit (en % du PIB)

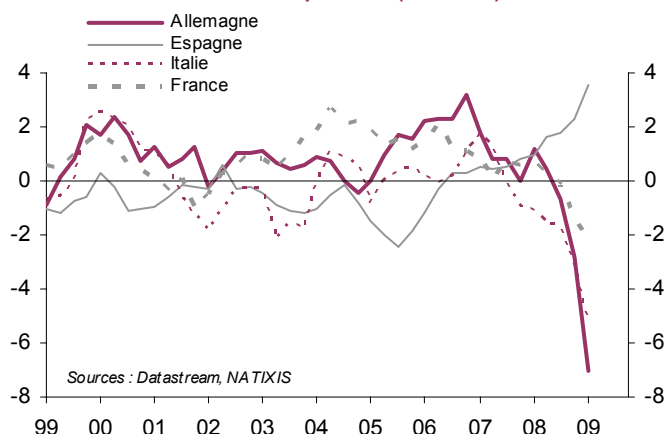


Dans le même temps, on observe dans beaucoup de pays (par exemple Japon, Allemagne, Italie, France, Royaume-Uni, graphiques 3a/3b) une chute de la productivité, qui montre qu'il existe un excès d'emplois dans les entreprises (qui peut prendre la forme de chômage partiel), et qui devra être corrigé.

Graphique 3a
Productivité par tête (GA en %)



Graphique 3b
Productivité par tête (GA en %)



Les entreprises doivent donc réduire leurs dépenses : nous nous interrogeons sur la chronique de réduction des dépenses, à partir surtout de données françaises.

2. La chronique de réduction des dépenses des entreprises

La réduction des dépenses se fait naturellement à partir des types de réduction les moins coûteux, puis en allant vers les types de réduction les plus coûteux.

(a) Emplois temporaires

L'emploi temporaire (contrats à durée déterminée, intérim) présente (tableau 1a en annexe) jusqu'à 32 % de l'emploi total en Espagne, 13 à 14 % au Japon et dans les pays de la zone euro autres que l'Espagne. Ce concept a peu de sens aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

Le tableau 1b montre que l'emploi temporaire (là où ce terme a un sens, ce qui exclut le Royaume-Uni) représente une fraction très importante des contrats de travail des jeunes. Les contrats à durée déterminée, les contrats de travail aidés par l'Etat et l'intérim représentent 66 % des contrats de travail lors du premier emploi des jeunes en France ; 71 % pour les jeunes peu qualifiés, 54 % pour les jeunes les plus qualifiés.

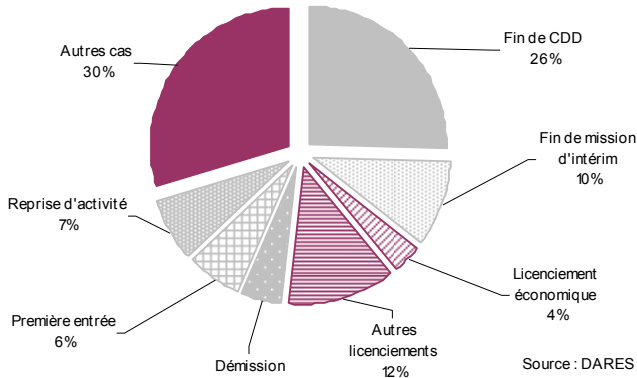
Tableau 1b
Pourcentage des jeunes de moins de 25 ans ayant un emploi temporaire (%)

| | |
|------------------|--------------------|
| Allemagne : 55,1 | Italie : 37,6 |
| Espagne : 55,2 | Pays-Bas : 42,3 |
| France : 49 | Royaume-Uni : 11,3 |

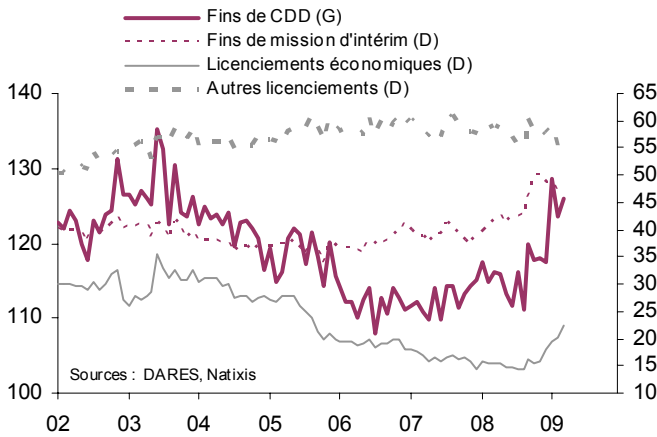
Source : Eurostat

Il est naturellement le premier à faire l'objet d'un ajustement (graphiques 4a/4b), puisqu'il suffit de ne pas renouveler les contrats existants.

Graphique 4a
France : motif d'entrée au chômage
(moyenne des douze derniers mois,
en % du total, mars 2009)

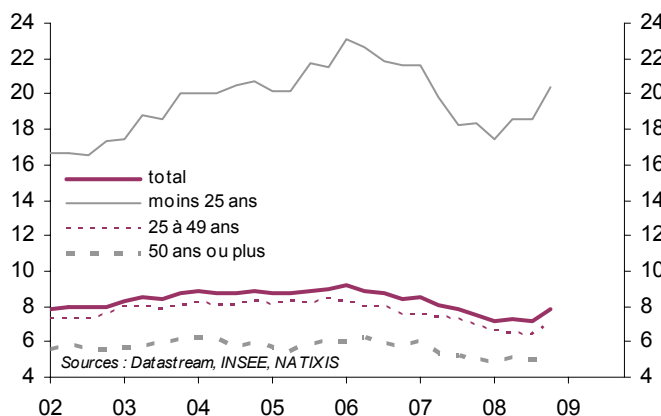


Graphique 4b
France : motifs d'entrée au chômage (milliers)



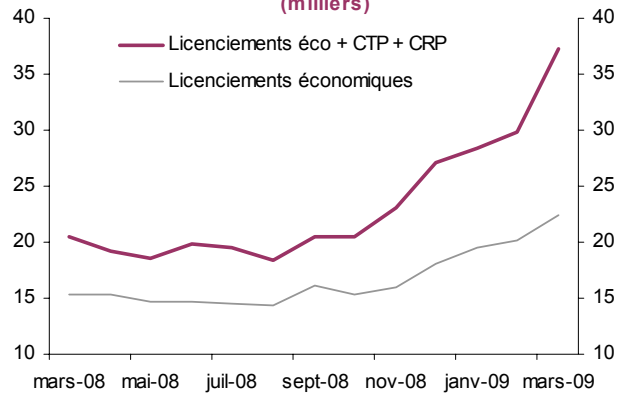
En France, les licenciements économiques ne représentent aujourd'hui que 4 % des entrées au chômage, contre 36% pour les fins de contrats temporaires. Ceci explique aussi le taux de chômage très élevé des jeunes (graphique 4c).

Graphique 4c
France : taux de chômage par tranche d'âge



Notons toutefois que les chiffres de chômage publiés mensuellement par le Pôle emploi sous-estiment assez fortement les licenciements économiques sur la période récente, du fait notamment de la non-comptabilisation comme chômeurs des personnes en convention de reclassement personnalisé (CRP) ou en contrat de transition professionnelle (CTP) (graphique 4d).

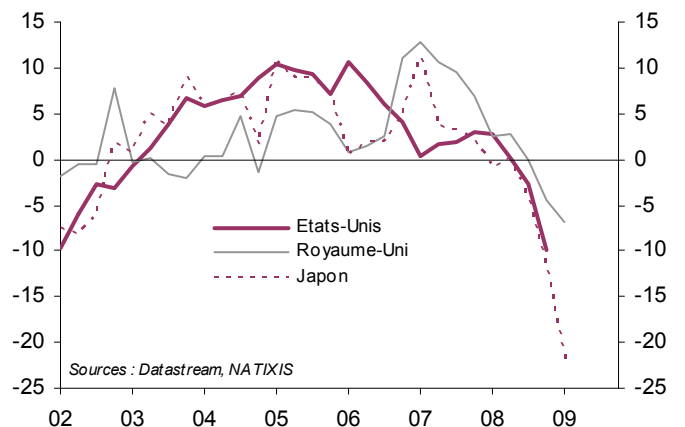
Graphique 4d
France : licenciements économiques (milliers)



(b) Investissement des entreprises

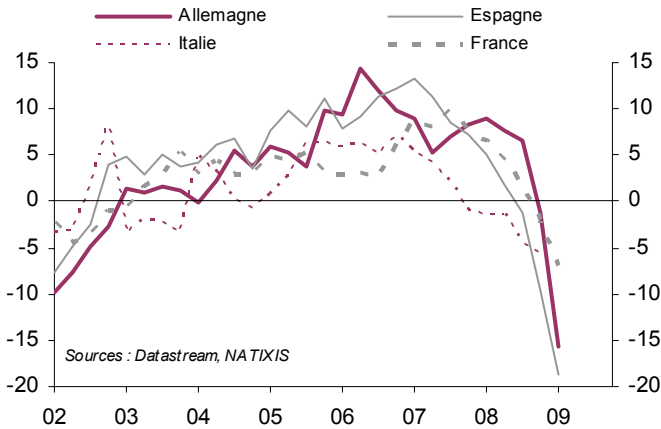
Pour augmenter le taux d'autofinancement, les entreprises peuvent jouer sur les coûts salariaux (pour accroître les profits) et sur les investissements. Les graphiques 5a/5b montrent le recul violent des investissements des entreprises, surtout en Espagne et au Japon.

Graphique 5a
Investissement productif en volume (GA en %)



Graphique 5b

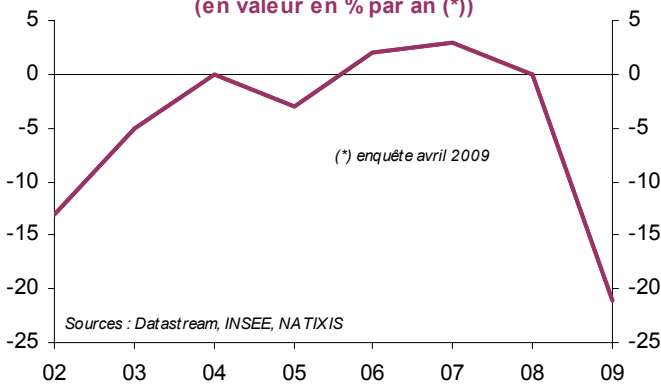
Investissement productif en volume (GA en %)



Les prévisions d'investissement sont très mauvaises, comme le montre le cas français (graphique 5c).

Graphique 5c

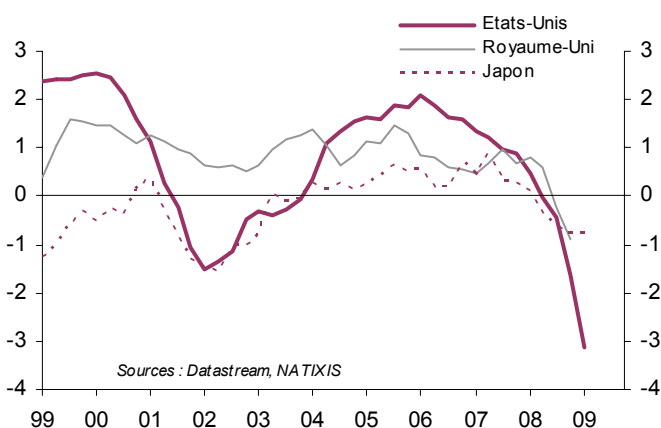
France : enquête INSEE sur les perspectives des investissements dans l'industrie (en valeur en % par an (*))



Quand on compare le profil (le timing) de la réduction de l'investissement à celui de la réduction de l'emploi (graphiques 6a/6b), on voit que l'investissement est en avance sur l'emploi, surtout en Espagne, au Japon, en Allemagne.

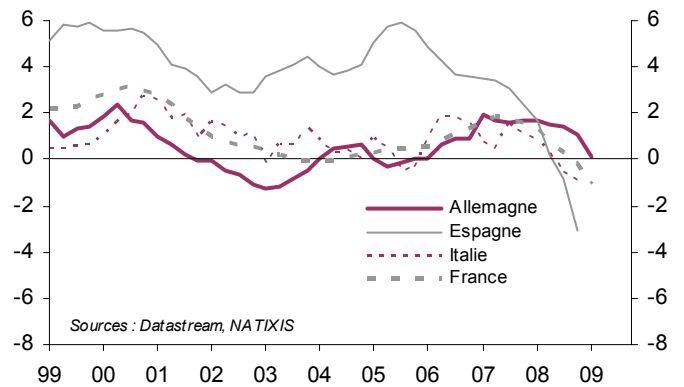
Graphique 6a

Emploi total (GA en %)



Graphique 6b

Emploi total (GA en %)



(c) En dernier recours, la réduction des emplois permanents

La manière la plus coûteuse, donc la dernière utilisée par les entreprises, de réduire les dépenses, est la réduction de l'emploi permanent. Ce concept a peu de sens dans les pays où la protection de l'emploi est très faible (Etats-Unis, Royaume-Uni, tableau 2 en annexe), mais cette séquence des ajustements des entreprises apparaît dans les pays où elle est plus forte (Japon, Allemagne, Espagne, France).

Dans ces pays, va-t-on aller jusqu'à une réduction des emplois permanents ?

Compte tenu des perspectives de croissance (tableau 3 en annexe), du déficit présent de productivité (graphiques 3a/3b plus haut) et de la tendance des gains de productivité, les pertes d'emplois cumulées de 2008 à 2010 pourraient atteindre (en pourcentage de l'emploi total) :

- 6 % aux Etats-Unis ;
- 9 % au Royaume-Uni ;
- 14 % au Japon ;
- 8 % en Allemagne ;
- 5 % en France ;
- 10 % en Espagne ;
- 6 % en Italie.

Sauf en Espagne, où le cycle de productivité paraît bien avancé, et dans une moindre mesure aux Etats-Unis, les destructions d'emplois permanents devraient désormais s'intensifier dans l'ensemble de ces pays.

Tableau 1a
Part de l'emploi temporaire dans l'emploi total (en %)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Etats-Unis | - | 4,5 | - | 4,0 | - | - | - | 4,2 | - | 4,3 |
| Royaume-Uni | 7,1 | 6,8 | 6,8 | 6,7 | 6,2 | 5,9 | 5,7 | 5,5 | 5,6 | 5,8 |
| Japon | 11,4 | 11,9 | 12,5 | 12,8 | 13,5 | 13,8 | 13,9 | 14,0 | 14,3 | 13,9 |
| Allemagne | 12,2 | 13,1 | 12,7 | 12,4 | 12,0 | 12,2 | 12,4 | 13,7 | 14,1 | 14,2 |
| France | 13,9 | 14,0 | 15,5 | 14,9 | 14,1 | 13,4 | 13,0 | 13,3 | 13,4 | 13,7 |
| Espagne | 32,9 | 32,7 | 32,1 | 31,6 | 32,0 | 31,8 | 32,1 | 33,3 | 34,4 | 31,9 |
| Italie | 8,5 | 9,8 | 10,1 | 9,5 | 9,9 | 9,5 | 11,9 | 12,4 | 13,0 | 13,4 |

Source : ODCE

Tableau 2
Indice de réglementation du marché du travail

| échelle de 0 à 6, les valeurs augmentant avec le degré de rigueur de la réglementation | fin années 80 | 1990 | 1998 | 2003 |
|--|---------------|------|------|------|
| Etats-Unis | 0,10 | 0,17 | 0,17 | 0,17 |
| Royaume-Uni | 0,80 | 0,95 | 0,95 | 1,12 |
| Japon | 2,70 | 2,38 | 2,44 | 2,44 |
| Allemagne | 2,80 | 2,58 | 2,68 | 2,68 |
| Espagne | 2,60 | 3,88 | 2,61 | 2,61 |
| Italie | 2,80 | 1,77 | 1,77 | 1,77 |
| France | 2,30 | 2,34 | 2,34 | 2,47 |

Source : OCDE perspective de l'emploi 2008

Tableau 3
Prévisions Natixis de la croissance du PIB (volume, en % par an)

| | Etats-Unis | Royaume-Uni | Japon | Allemagne | France | Espagne | Italie |
|------------------|------------|-------------|-------|-----------|--------|---------|--------|
| 2006 | 2,8 | 2,8 | 2,1 | 3,2 | 2,4 | 3,9 | 2,1 |
| 2007 | 2,0 | 3,0 | 2,3 | 2,6 | 2,3 | 3,7 | 1,4 |
| 2008 | 1,1 | 0,7 | -1,0 | 1,0 | 0,3 | 1,2 | -1,0 |
| Prev 2009 | -2,2 | -3,3 | -7,5 | -5,4 | -2,7 | -4,0 | -4,7 |
| Prev 2010 | 1,3 | 0,5 | -1,1 | 0,4 | 0,1 | -0,8 | 0,4 |

Sources : Comptabilités Nationales, Natixis